

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, j'ai plusieurs pétitions à présenter, provenant de Toronto, de Thunder Bay, de la région de Brampton et de Terre-Neuve. Tous les pétitionnaires, au nombre de 28, huit, 12 et trois respectivement, reprochent au gouvernement d'avoir désindexé les allocations familiales. Tous les pétitionnaires prient le gouvernement et les députés de maintenir la pleine indexation des allocations familiales de façon à donner aux Canadiens ce qui leur revient de plein droit.

● (1520)

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, j'ai plusieurs pétitions à présenter aujourd'hui. Dans le premier groupe de pétitions, on signale aux députés que la désindexation des allocations familiales universelles, en sus de toutes les autres augmentations de coût imposées du fait des dernières propositions budgétaires, privera les enfants de quelque 600 millions de dollars d'ici à 1990. Par conséquent, les signataires exhortent la Chambre à rétablir la pleine indexation de ces allocations et à supprimer les augmentations d'impôt injustes. Ces pétitionnaires viennent d'un peu partout en Colombie-Britannique.

La deuxième pétition nous vient du groupe des Femmes contre le budget fédéral. Elle a été préparée par le Comité national d'action sur la situation de la femme, et signée par un grand nombre de citoyennes de la Colombie-Britannique. Ces femmes soutiennent que la société entière porte la responsabilité des enfants, et que le gouvernement devrait venir en aide à tous les parents. En fait, elles réclament des allocations familiales plus élevées qu'à l'heure actuelle en lieu et place de la réduction proposée au moyen de la désindexation, et cela dans le but de protéger tous les enfants dans la société canadienne.

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, comme la Noël approche, c'est pratiquement la dernière chance que nous avons de présenter une pétition au nom des citoyens qui ne veulent pas renoncer au principe des allocations familiales. Cette pétition est présentée par un certain nombre d'habitants de la belle province de Québec, qui exhortent le gouvernement fédéral à revenir sur sa décision, contraire à l'esprit de Noël, de réduire l'augmentation des allocations familiales. Ne perdons surtout pas l'esprit de la Noël. Rétablissons la pleine indexation.

Des voix: Règlement!

[Français]

M. John Nunziata (York-Sud-Weston): Monsieur le Président, je veux présenter aujourd'hui une pétition de résidents de la circonscription fédérale de Montréal-Sainte-Marie. Il y a quelque 25 signatures et les résidents veulent que le gouvernement du Canada rétablisse la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfant.

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard-Anjou): Monsieur le Président, j'ai plusieurs pétitions, une qui vient des circonscriptions fédérales d'Edmonton-Strathcona et d'Edmonton-Nord; une autre qui vient de la circonscription d'Outremont, celle de ma collègue, et une autre vient de la circonscription fédérale de St. Paul's; une autre qui vient de la circonscription d'Ottawa-Carleton; une autre qui vient de Scarborough-Ouest en Ontario; une autre pétition qui vient de la circonscription de Spadina en Ontario; une autre qui vient de la circonscription de Halifax en Nouvelle-Écosse; une autre qui vient de la

circonscription de Moose Jaw en Saskatchewan; une autre qui vient de Regina-Ouest et la dernière qui vient de la circonscription de Surrey-White Rock-Delta Nord en Colombie-Britannique.

Toutes ces pétitions, monsieur le Président, demandent que le gouvernement du Canada rétablisse la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfant.

[Traduction]

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter des pétitions de citoyens de ma circonscription, Spadina, d'autres parties de Toronto et aussi de la ville de Scarborough. Ils s'inquiètent tous parce que le projet de loi du gouvernement prévoyant la désindexation partielle des allocations familiales, et d'autres mesures législatives haussant les impôts vont frapper lourdement les mêmes personnes. Ils déclarent que cet impôt est injuste, surtout pour les femmes et les enfants, et qu'en 1990, le programme du gouvernement va faire perdre de l'argent à toutes les familles avec enfants. Ils prient donc la Chambre de faire retirer ce projet de loi sur les allocations familiales et de faire annuler les majorations d'impôts.

[Français]

M. John Parry (Kenora-Rainy River): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le privilège de déposer quatre pétitions devant la Chambre, dont la première qui est signée par des résidents d'Ottawa demande humblement que la pleine indexation des allocations familiales soit restaurée.

[Traduction]

LES LAISSEZ-PASSER DES RETRAITÉS DU CP

M. John Parry (Kenora-Rainy River): Ma deuxième pétition porte les signatures de citoyens de Thunder Bay. Elle prie le Parlement d'aider les retraités et survivants de retraités de CP Rail à persuader cette société qu'en retirant les laissez-passer familiaux comme elle le projette, elle serait injuste et violerait l'entente implicite qu'elle a conclue avec ces retraités quand ils étaient à son service.

LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET
L'ANNULATION DES AUGMENTATIONS D'IMPÔT

M. John Parry (Kenora-Rainy River): Ma troisième pétition prie la Chambre des communes de rétablir la pleine indexation des allocations familiales universelles et d'annuler les hausses d'impôt inéquitables.

[Français]

Et finalement, la quatrième pétition, monsieur le Président, signée par des résidents de Hamilton et de Stony Creek en Ontario, qui demande à la Chambre des communes de retirer la proposition de désindexer les allocations familiales.

[Traduction]

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, j'ai à présenter quelques pétitions au nom de résidents de Prince-Albert et du village de Birch Hills. Ces résidents s'inquiètent de la réduction des allocations familiales et de la hausse des impôts. Ils demandent à la Chambre de rétablir la pleine indexation des allocations familiales universelles et de révoquer la hausse injuste des impôts.